



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34 avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20250531
Code AIOT : 0010003949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté L'Ormelet 41140 Saint-Romain-sur-Cher. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur l'activité « silos / stockage de céréales » du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- L'Ormelet 41140 Saint-Romain-sur-Cher
- Code AIOT : 0010003949

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAAL exploite un stockage de céréales et deux séchoirs, ainsi qu'un stockage d'engrais solides sur la commune de Saint Romain sur Cher.

Le stockage de céréales est réalisé dans un silo béton vertical et dans un silo métallique vertical.

Le site bénéficie d'une autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral du 27 novembre 2000, complété par les arrêtés complémentaires des 20/08/2007, 21/07/2009 et 02/03/2012.

La capacité maximale de stockage de céréales autorisée sous la rubrique 2160-2a est de 100 860 m³.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Vérification et entretien des installations électriques	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Mesures de protection contre les explosions : dispositifs de découplage	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.4	Demande d'action corrective	2 mois
12	Moyens de lutte contre les incendies	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.16 et 4.13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 2.6	Sans objet
2	Distances d'isolement	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.2	Sans objet
3	Antennes et	AP Complémentaire du 02/03/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	relais	article 3.1.2	
7	Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.5	Sans objet
8	Mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.6	Sans objet
9	Appareils de manutention	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.8	Sans objet
10	Systèmes d'aspiration et de filtration	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.9	Sans objet
11	Nettoyage	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.13	Sans objet
13	Procédures d'intervention	AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.17	Sans objet
14	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation de l'accès aux installations
Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. Le site est entièrement clos (clôtures, portails, murs y compris ceux des bâtiments, ...) et les bâtiments sont fermés à clé hors période de travail. [...]
Constats :

<p>L'inspection a constaté que le site est totalement clos : il est entouré d'une clôture en bon état sur sa périphérie, équipée d'un portail métallique au niveau de l'entrée du site (à noter que l'inspection n'a pas pu vérifier la partie de clôture située derrière le silo métallique car elle était recouverte de végétation). L'exploitant précise que le portail est fermé à clé en l'absence de personnel sur le site.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Distances d'isolement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection du personnel et distances d'isolement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout local administratif est éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaires, commerciaux...).</p> <p>Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation à savoir : Vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage, ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1^{er} alinéa du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun local administratif n'est implanté sur le site.</p> <p>Le site comporte 4 bureaux d'exploitation exclusivement occupés par les personnels participant directement à la conduite de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bureau d'exploitation du silo béton ; il est situé à environ 12 mètres des cellules du silo béton. - le bureau d'exploitation du silo métallique ; il est accolé au silo métallique. - les 2 bureaux d'exploitation de l'activité appro ; ils sont situés à plus de 66 m du silo béton et à plus de 88 m du silo métallique. <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Antennes et relais

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Antennes et relais</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sur ses toits exceptés si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a constaté que les deux silos du site ne disposent d'aucune antenne sur leurs toits.
Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21

Thème(s) : Risques accidentels, ARF, ETF, vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Article 18

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Article 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de

prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Le site de Saint Romain sur Cher est protégé contre la foudre par les dispositifs de protection suivants : un paratonnerre placé sur la tour du silo béton et plusieurs parafoudres.

L'inspection a constaté sur site la présence du paratonnerre sur la tour du silo béton et ses deux conducteurs de descente reliés à la terre situés de part et d'autre de la tour. Le conducteur de descente situé du côté des fosses de réception est équipé d'un compteur d'impact qui affichait la valeur "00".

La dernière vérification des installations de protection contre la foudre a été effectuée le 25/11/2025 par l'organisme SOCOTEC ; il s'agissait d'une vérification complète d'après les informations contenues dans le cahier d'enregistrement relatif à la venue des entreprises extérieures sur le site. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de cette vérification dès réception.

L'inspection a consulté le rapport relatif à la précédente visite effectuée le 07/11/2024 par l'organisme SOCOTEC ; il s'agissait d'une vérification visuelle. Le rapport conclut à la conformité des installations de protection contre la foudre du site (paratonnerre silo béton, parafoudres silo métallique, parafoudres engrais).

L'inspection constate donc que la périodicité annuelle de vérification par un organisme compétent est globalement respecté.

Enfin, l'inspection a consulté le relevé de la valeur du compteur d'impact du paratonnerre effectué par l'exploitant : celui-ci est enregistré dans le registre relatif au nettoyage et aux rondes du silo béton ; l'inspection a constaté que les derniers relevés ont été enregistrés les 23/06/2025, 25/08/2025 et 13/10/2025, soit environ tous les 2 mois. Considérant que la réglementation prévoit qu'en cas de coup foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection est réalisée dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre par un organisme compétent, l'inspection recommande à l'exploitant d'effectuer le relevé du compteur d'impact foudre selon une périodicité mensuelle.

Conclusion : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport relatif à la vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée le 25/11/2025 par l'organisme SOCOTEC. Par ailleurs, l'inspection recommande à l'exploitant d'effectuer le relevé du compteur d'impact

foudre selon une périodicité mensuelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Vérification et entretien des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations et les systèmes électriques mobiles, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection, (y compris mobiles) susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussière) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes «protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - L'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Le rapport de vérification explicite très clairement les défauts relevés.

L'exploitant procède également à des contrôles annuels par thermographie infrarouge des armoires et locaux électriques du silo béton. Ces contrôles peuvent être réalisés par des moyens internes.

L'exploitant met en œuvre les actions correctives afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Dans les silos, toute installation électrique autre que celles nécessaires à l'exploitation des cellules de stockage et des équipements du travail du grain est interdite. Les sources d'éclairages fixes ou mobiles sont protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées.

Constats :

Le dernier contrôle annuel des armoires et locaux électriques du site par thermographie infrarouge a été effectué le 22/10/2025 par l'organisme DEKRA. Le rapport Q19 correspondant liste 3 anomalies de priorité 2 (aucune anomalie de priorité 1 ou 3), dont une anomalie déjà signalée :

1) Silo béton - armoire extracteurs 5ème étage : relais thermique extracteurs (priorité 2 ; défaut déjà signalé)

2) Silo béton - local électrique : bornier synoptique (priorité 2)

3) Silo béton - local électrique : sectionneur élévateur 1 (priorité 2)

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'anomalie déjà signalée a été traitée.

Le dernier contrôle annuel des installations électriques du site a été effectué par l'organisme DEKRA les 3-4/12/2024 et a donné lieu à un rapport quadriennal.

Le rapport relatif au silo béton liste 6 observations dont 5 ont été traitées par la société INEO le 02/06/2025. L'observation non traitée concerne l'absence de manœuvre de coupure générale de l'électricité pour le contrôle.

Le rapport relatif au silo métallique liste 3 observations dont 2 ont été traitées par la société INEO le 02/06/2025. L'observation non traitée concerne également l'absence de manœuvre de coupure générale de l'électricité pour le contrôle.

Le certificat Q18 correspondant conclut que "l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion", et mentionne qu'une coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant. L'exploitant précise que la coupure générale n'est pas toujours possible selon l'activité sur le site le jour de la vérification. L'inspection invite l'exploitant à s'assurer que la coupure générale pourra être effectuée lors de la prochaine vérification des installations électriques du site.

Conclusion : Le rapport relatif à la vérification annuelle des armoires et locaux électriques du site par thermographie infrarouge effectuée le 22/10/2025 mentionne notamment une anomalie déjà signalée et non traitée. L'exploitant définira le plan d'actions prévu pour remédier à cette anomalie ainsi qu'aux deux autres anomalies nouvelles.

Par ailleurs, l'inspection invite l'exploitant à s'assurer que la coupure générale pourra être effectuée lors de la prochaine vérification des installations électriques du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mesures de protection contre les explosions : dispositifs de découplage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection contre les explosions : dispositifs de découplage

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

En particulier, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

Silo	Volume A	Volume B
Silo béton « cathédrale »	Tour de manutention	Galeries supérieures
	Tour de manutention	Galerie intermédiaire
	Tour de manutention et son sous-sol	Galeries inférieures
	Galeries supérieures	Cellules et demi-cellules supérieures
	Galeries supérieures	As de carreaux
	Galerie intermédiaire	Demi-cellules supérieures
	Galerie intermédiaire	Demi-cellules inférieures
	Galeries inférieures	Cellules
Silo métallique	Ciel du groupe des deux cellules de 906 m ³	Ciel du groupe des dix cellules de 4266 m ³

	cellules de 906 m ³	cellules de 4266 m ³
	Local du matériel de traitement du grain	Boisseau de la tour de manutention

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention ;

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, et... doivent être aussi réduites que possible.

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

De plus, l'alimentation directe des cellules béton fermées est proscrite. Les alimentations directes existantes des cellules du silo béton "cathédrale" sont aménagées de manière à éviter la propagation d'une explosion provenant d'un élévateur vers l'intérieur des cellules.

Les découplages visés dans le présent article doivent éviter la propagation des éventuelles explosions.

La mise en place des dispositifs de découplage sera effective dès la notification de l'arrêté.

Constats :

Concernant les dispositifs de découplage du silo béton, l'inspection a fait les constats suivants :

- galeries supérieures (5ème étage) : un découplage entre les 2 galeries supérieures et la tour est assuré pour chacune des 2 galeries par une paroi en tôle renforcée et 2 portes métalliques s'ouvrant vers la tour. Et un découplage est assuré entre chaque galerie et les ciels des cellules par la fermeture des trappes, qui ne sont ouvertes que pour les opérations d'ensilage.
- galerie intermédiaire (2ème étage) : un découplage entre la galerie intermédiaire (située côté Ouest) et la tour est assuré par une porte métallique s'ouvrant vers la tour.
- galeries inférieures (niveau -1) : un découplage entre les galeries inférieures et la tour est assuré par des portes métalliques s'ouvrant vers la tour (2 portes du côté Ouest et 3 portes du côté Est).

L'inspection a constaté qu'un affichage indiquant de maintenir les portes fermées, est apposé sur toutes les portes de découplage du silo béton. Toutefois, aucune porte de découplage n'est équipée d'un dispositif mécanique de fermeture automatique assurant en permanence leur maintien en position fermée (de type "groom").

Concernant le silo métallique, l'inspection a constaté que les 2 petites cellules (situées au bout du silo, de chaque côté de l'élévateur) sont chacune séparées des grandes cellules par une paroi métallique de type palplanche (=la paroi des cellules) et une porte métallique s'ouvrant du ciel de chaque petite cellule vers le ciel des grandes cellules, et dont la fermeture est assurée par 2 poignées métalliques pivotantes.

Conclusion : Les portes de découplage du silo béton ne sont pas équipées d'un dispositif mécanique de fermeture automatique assurant en permanence leur maintien en position fermée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Events ou surfaces soufflables

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers identifie pour l'ensemble des silos les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes et dimensionnées conformément aux normes en vigueur.

L'exploitant détermine les surfaces soufflables ou libres nécessaires pour l'ensemble des volumes visés dans le présent article.

En particulier, et conformément à l'étude de dangers, des dispositifs permettant de limiter la pression liée à l'explosion sont mises en place au niveau des volumes et des sous ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) suivants :

Silo	Volumes
Silo béton "cathédrale"	Tour de manutention - Rdc
	Tour de manutention - 1er étage
	Tour de manutention - 2ème étage
	Tour de manutention - 3ème étage
	Tour de manutention - 4ème étage
	Tour de manutention - 5ème étage
	Tour de manutention - 6ème étage
	Tour de manutention - 7ème étage

	Tour de manutention - 8ème étage
	Galerie supérieure n°1 (7 cellules)
	Galerie supérieure n°2 (5 cellules)
	Filtres

La mise en place des surfaces soufflables ou libres déterminées par l'exploitant sera effective dès la parution de l'arrêté. Les travaux réalisés ne doivent pas nuire à la résistance de l'infrastructure des bâtiments.

Les événements sont orientés, dans la mesure du possible, vers des zones peu fréquentées par le personnel.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipement, l'exploitant doit démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

Constats :

Concernant les surfaces soufflables du silo béton, l'inspection a fait les constats suivants :

- la tour est équipée de fenêtres sur toute sa hauteur (à partir du rez-de-chaussée jusqu'en haut) sur ses faces Nord et Sud.
- les galeries supérieures Ouest (5 cellules) et Est (7 cellules) sont équipées de fenêtres.
- la galerie intermédiaire (située côté Ouest) est équipée de fenêtres sur sa face Sud.
- les galeries inférieures Ouest et Est (volumes sous cellules avec fond conique) sont équipées de fenêtres.

Concernant le silo métallique, l'inspection a constaté que la toiture de toutes les cellules de stockage est soufflable (toiture métallique).

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique

Prescription contrôlée :

Pour les galeries inférieures enterrées ainsi que les étages enterrés de la tour de manutention, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.), doivent au minimum :

- Etre rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables ;
- Et, excepté pour les transporteurs à chaîne, à câbles, à vis, et pneumatiques :
- Posséder des surfaces éventables et disposer d'un découplage permettant d'éviter que

l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation,
 · Ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion et disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion,
 · Ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion .

Constats :

Les équipements de manutention présents dans les galeries inférieures enterrées du silo béton sont des transporteurs à chaîne équipés d'une aspiration de poussières.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Appareils de manutention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité des appareils de manutention

Prescription contrôlée :

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des gaines.

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation sur tambour mené Contrôleurs de déport de bandes Bandes non propagatrice de la flamme
Transporteur à chaîne	Détecteur de surintensité moteur Détecteurs de bourrage Aspiration des poussières
Élévateurs	Contrôleur de rotation sur tambour mené Contrôleurs de déport de sangles Aspiration des poussières Sangles non propagatrices de la flamme*
Pendulaire	Aspiration des poussières
Vis	Détecteur de surintensité moteur
Appareils Nettoyeur, Séparateur	Aspiration des poussières Détecteur de surintensité moteur

	Détecteur de surintensité moteur
Filtres	Manches conductrices et équipements mis à la terre Moyen de contrôle de la pression Evacuation des poussières vers l'extérieur Ventilateur placé en aval du filtre

* En cas de remplacement uniquement

Le calibre présent dans la galerie intermédiaire est déconnecté ou supprimé.

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule ou les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.

Les transporteurs à bande sont équipés de bandes non propagatrices de flamme.

Constats :

Par sondage, l'inspection a fait procéder à un test du bon fonctionnement d'un détecteur de déport de bande du tapis TB1 utilisé pour le remplissage des cellules, et situé dans la galerie supérieure côté Ouest (5ème étage). Le test a été réalisé après la mise en route d'un circuit d'ensilage. Le responsable du site a actionné l'un des capteurs de déport de bande au bout du TB1 du côté tour, pour simuler un déport de la bande transporteuse, et le circuit s'est arrêté au bout de 15-20 secondes.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Systèmes d'aspiration et de filtration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.9

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes d'aspiration et de filtration

Prescription contrôlée :

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement. Elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :

- Les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement, dans le cas

contraire, l'exploitant justifie que les mesures compensatoires mises en œuvre permettent d'atteindre un niveau de sécurité équivalent. Les éléments de justification sont communiqués à l'inspection des installations classées dès la parution de l'arrêté ;

- Les filtres à manches sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur et sont équipés d'un système de détection de décrochement ou de percement des manches ou une procédure de contrôle est mise en place, précisant fréquence et enregistrement ;

- Le stockage et le cas échéant, le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations, en particulier, les chambres à poussière ne sont plus utilisées et toute disposition est prise afin d'éviter toute accumulation de poussière à l'intérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Constats :

L'exploitant a déclaré que les installations de manutention des 2 silos du site sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement.

Par sondage, dans le local de commande du silo béton, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en route un circuit sans avoir mis en marche l'aspiration, et le circuit n'a pas démarré. Puis lorsque l'inspection a demandé de mettre en route le même circuit après avoir mis en marche l'aspiration, le circuit s'est mis en marche après une petite temporisation.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Nettoyage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage du silo

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.

La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m². Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) pourront servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.

Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.

L'exploitant met en œuvre les mesures permettant d'assurer un empoussièrement réduit au

minimum des alvéoles de la galerie intermédiaire.
<p>Constats :</p> <p>La consigne relative au nettoyage du silo est la consigne générique du groupe AXEREAL. Elle prévoit que le nettoyage du silo doit être effectué aussi souvent que possible ou nécessaire, et qu'a minima l'ensemble des installations doit être nettoyé au moins une fois par trimestre. Le nettoyage concerne les planchers, les moteurs électriques, les parois, les escaliers, les passerelles, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et équipements, ainsi que toutes les surfaces susceptibles d'accumuler des poussières. Enfin, la consigne prévoit que chaque opération de nettoyage (date, lieu), doit être enregistrée dans le carnet d'entretien préventif ou sur un formulaire informatisé.</p> <p>L'inspection a consulté le registre de nettoyage du silo béton et celui du silo métallique : les deux registres sont complétés plusieurs fois par semaine et mentionnent les nettoyages réalisés avec les localisations précises (exemple le 20/11/25 dans le silo métal : "nettoyage 5e et 4e" ; exemple le 19/11/25 dans le silo béton : "nettoyage entier séchoir"), ainsi que les rondes effectuées (exemple : "ronde silos RAS").</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté d'empoussièrement anormal dans les deux silos.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.16 et 4.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.16 Moyens de lutte contre les incendies (silos)</u></p> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. Sauf justifications contraires, cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 60 m³/heure pendant 2 heures. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire ; - d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; - de colonnes sèches en matériaux incombustibles, implantées dans les tours de manutention et conformes aux normes en vigueur ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. <p>Les cellules en béton fermées du silo de stockage vertical « cathédrale » doivent être équipées</p>

afin de permettre leur inertage par gaz en cas d'incendie.

Des piquages avec des raccords compatibles avec ceux utilisés par les pompiers permettent l'introduction du gaz en partie basse des cellules.

L'exploitant doit s'assurer que le délai d'approvisionnement en gaz inertant est compatible avec la cinétique de ce type d'accident.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Article 4.12 Détection incendie (séchoir)

Les séchoirs sont équipés d'une installation de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air. Les sondes de température peuvent remplir la fonction de détecteur. Un matériel de communication permet d'informer le survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal, d'incendie. Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).

Article 4.13 Moyens de lutte contre les incendies (séchoir)

Les moyens de lutte contre l'incendie visés à l'Article 3.16 sont implantés de façon à ce que toutes les parties des séchoirs puissent être efficacement atteintes. A défaut d'un dispositif d'extinction automatique, une colonne sèche doit pouvoir amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir.

Constats :

L'inspection a vérifié les moyens de détection et lutte contre l'incendie présents sur le site, et a fait les constats suivants :

- Poteaux incendie

L'inspection a constaté la présence de 2 poteaux incendie sur le site : l'un situé au niveau de l'entrée du site, l'autre situé entre le magasin de produits divers et le magasin de stockage d'engrais solides.

La dernière vérification des poteaux incendie a été effectuée le 31/03/2025 par la société EUROFEU ; le rapport conclut au bon état des 2 poteaux incendie et montre que leur débit respectif est supérieur à 60 m³/h sous 1 bar. Les résultats des mesures sont les suivants :

- poteau incendie P1 (emplacement : accueil 633) : 98 m³/h sous 1 bar

- poteau incendie P2 (emplacement : entrée) : 85 m³/h sous 1 bar

- Extincteurs

La dernière vérification annuelle des extincteurs du site a été effectuée le 27/02/2025 par la société EUROFEU. Le rapport mentionne que la totalité des extincteurs du site est en bon état de fonctionnement (à noter que certains extincteurs ont été remplacés par la société EUROFEU pendant la vérification du fait de leur âge de 10 ans), hormis un extincteur de classe ABC 50 kg dans le bâtiment engrais pour lequel l'observation libellée est "hors tolérance".

- Colonnes sèches incendie

L'inspection a constaté la présence de 2 colonnes sèches incendie : l'une dans la tour du silo béton, l'autre dans la tour du silo métallique. Chacune des colonnes distribue chaque étage des tours, avec 2 raccords pompiers DN 45 mm.

La dernière vérification annuelle des colonnes sèches incendie a été effectuée le 31/03/2025 par la société EUROFEU. Le rapport conclut au bon état visuel et au bon fonctionnement des 2 colonnes sèches.

- Raccords pour l'inertage à l'azote (cellules béton fermées)

L'inspection a constaté la présence d'un raccord pompier sur les cellules suivantes :

- sur la totalité des 12 cellules à fond plat (côté Est) : un raccord est fixé sur la trappe d'accès située en bas de chaque cellule et accessible depuis l'extérieur.
- sur la totalité des 2 cellules à fond conique du côté Est : un raccord est fixé sur la trappe d'accès située en bas de chaque cellule (sur le cône) et accessible depuis l'intérieur du silo via une échelle à crinoline.
- sur la totalité des cellules et demi-cellules à fond conique du côté Ouest : un raccord est fixé sur la trappe d'accès située en bas de chaque cellule (sur le cône) et accessible depuis l'intérieur du silo via une échelle à crinoline.

A proximité de chaque raccord d'inertage est apposé un affichage précisant sa fonction et aidant à sa localisation.

Cependant, aucune des cellules de type "as de carreau" (côté Ouest) n'est équipée d'un raccord pour permettre l'inertage par gaz en cas de besoin.

- Détection incendie (séchoirs)

L'exploitant a précisé que les 2 séchoirs du site sont équipés d'un système de détection incendie (via les sondes de températures) qui déclenche une alarme sonore en cas d'atteinte d'une température anormale, avec l'arrêt des brûleurs.

La dernière vérification a été effectuée par la société CFCAI le 15/07/2025 pour le séchoir SATIG 2015 SRD 6000 (petit séchoir) et le 16/07/2025 pour le séchoir SATIG 2014 SRD 10000 (grand séchoir). Les 2 comptes rendus des opérations d'entretien mentionnent que la vérification du bon fonctionnement des sondes de températures a été effectuée, et aucune observation n'a été libellée.

- Système d'extinction incendie (séchoirs)

L'exploitant a précisé que les 2 séchoirs du site sont équipés d'un système d'extinction incendie à commande manuelle.

Les rapports relatifs au dernier entretien des deux séchoirs effectué les 15 et 16/07/2025 ne mentionnent pas que les dispositifs d'aspersion ont été vérifiés : il n'est coché ni oui ni non en face des 2 contrôles suivants du système d'aspersion, qui sont en option :

- vérification et contrôle de l'état des tuyauteries ;
- mise en service à vide de l'installation d'aspersion.

Toutefois, la liste des observations mentionne notamment :

- pour le séchoir SATIG 2015 SRD 6000 : obs n°8 "Cuve compresseur + aspersion + tampon extraction de 2015" ;
- pour le séchoir SATIG 2014 SRD 10000 : obs n°5 "Faire vérifier la cuve de l'aspersion de 2014".

L'exploitant précisera quelle est la périodicité prévue pour la vérification des dispositifs d'aspersion, la date de la dernière vérification réalisée ainsi que les suites données aux observations libellées suite à la vérification des 15 et 16/07/2025 concernant les cuves de l'aspersion.

Conclusion :

1) Les cellules de stockage du silo béton de type "as de carreau" ne sont pas équipées en partie basse de raccords permettant l'inertage par gaz en cas d'incendie.

2) L'exploitant précisera quelle est la périodicité prévue pour la vérification des dispositifs d'aspersion des deux séchoirs, la date de la dernière vérification réalisée ainsi que les suites

données aux observations libellées suite à la vérification des 15 et 16/07/2025 concernant les cuves du dispositif d'aspersion des deux séchoirs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Procédures d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2012, article 3.17
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'intervention
Prescription contrôlée : Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - des mesures de protection définies à l'Article 3.3 du présent arrêté ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. • les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. • la procédure d'inertage pour les cellules béton fermées qui précise notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la localisation et les caractéristiques du système mis en place. - les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ; - le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte ; - les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence. Des exercices permettant de vérifier l'application de ces procédures et la gestion des situations d'urgence sont réalisés périodiquement (y compris avec le personnel intérimaire et saisonnier).
Constats : L'inspection a constaté la présence : <ul style="list-style-type: none"> - d'une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. - d'une procédure d'inertage par gaz des cellules béton fermées (elle liste notamment les

<p>coordonnées de 4 prestataires).</p> <p>- d'un plan d'intervention localisant les moyens incendie (poteaux incendie,...) et les dangers du site (risque explosion, TGBT, ...).</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 57 de l'AP du 27/11/2000 modifié par l'article 2.2 de l'AP du 20/08/2007 :</u></p> <p>[...] Un bassin de rétention étanche, d'un volume de 300 m³ au minimum sera mis en place pour collecter les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. L'évacuation de ces eaux ne pourra être effectué qu'après analyse de leur qualité. Elles seront traitées ou éliminées conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. La vidange du bassin de confinement sera effectuée soit par pompage soit au moyen d'une canalisation fermée fixe munie d'une vanne maintenue fermée en temps normal.</p> <p>Le dispositif de vidange du bassin doit être facilement accessible et aisément manœuvrable. Un affichage doit permettre de le repérer. Le bassin doit être vidangé régulièrement afin d'en extraire les eaux météoriques et conserver un volume de rétention suffisant. Des consignes en ce sens doivent être établies et portées à la connaissance des personnes employées sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un bassin de confinement sur le site en bon état. Le niveau d'eau présent suite aux pluies récentes, était en dessous du tuyau d'alimentation du bassin, qui est un repère max pour déclencher la vidange du bassin.</p> <p>Le volume disponible était d'au moins 300 m³ d'après le constat visuel et les mesures sur Géoportail (la surface du fond du bassin est de plus de 300 m² et la hauteur du bassin est supérieure à 1 mètre).</p> <p>L'inspection a constaté la présence de la vanne à actionner pour vidanger le bassin, qui était en position fermée. Un affichage est présent au niveau de la vanne et précise de la maintenir fermée en fonctionnement normal..</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite